

«A5 SERVICES»

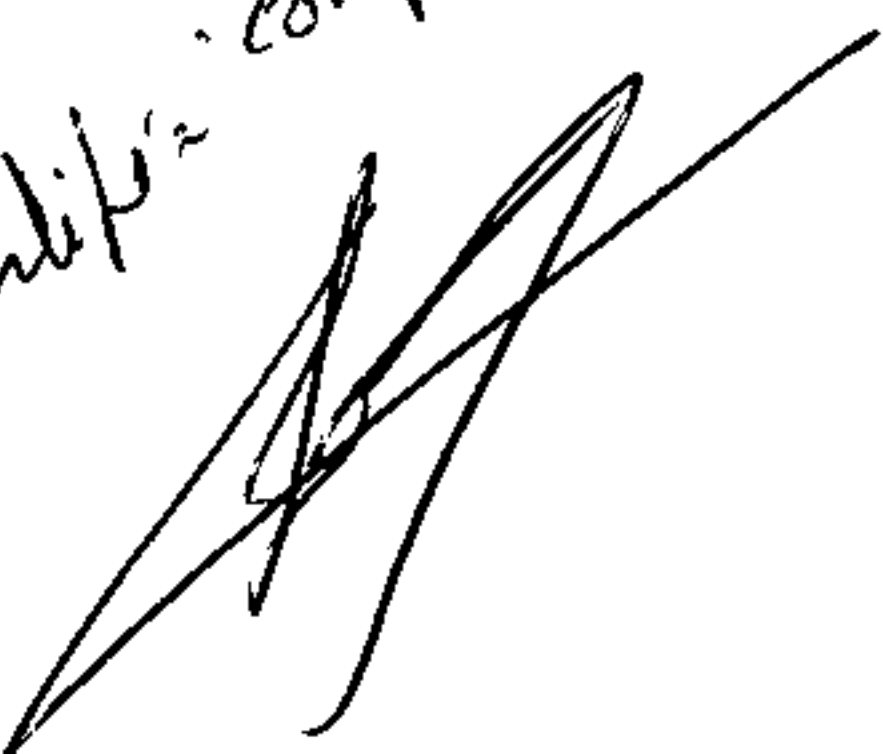
**Société par actions simplifiée
au capital de 40 000 €**

**Siège social : MORTAGNE SUR SEVRE (85290),
ZI du Puy Nardon**

RCS LA ROCHE SUR YON 339 566 010

STATUTS

Statuts mis à jour à la suite de l'Assemblée Générale Mixte du 11 avril 2001.

Certifié conforme


« A5 SERVICES »

**Société par actions simplifiée
au capital de 40 000 €**

**Siège social : MORTAGNE SUR SEVRE (85290),
ZI du Puy Nardon**

RCS LA ROCHE SUR YON 339 566 010

TITRE I

FORME - DENOMINATION - OBJET

SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME ET DEFINITIONS

La présente Société par actions simplifiée, régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par la loi du 24 juillet 1966 et la loi du 12 juillet 1999, ainsi que par les présents statuts, est issue de la transformation décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 29 mars 2001, de la société à responsabilité limitée préexistante.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : "A5 SERVICES".

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET :

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- toutes activités de montage et de maintenance se rapportant au matériel de stockage, de manutention, d'équipements de magasins, d'ateliers et de bureaux ;
- le négoce et la location des mêmes matériels ;

- la fabrication et le négoce de toutes pièces détachées ;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;
- et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est sis à MORTAGNE SUR SEVRE (85290) – ZI du Puy Nardon.

Il peut être transféré en tout autre endroit sur simple décision du Président.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

TITRE II

CAPITAL - ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution, le capital social, s'élevait à 50 000 FRF et était divisé en CINQ CENTS parts de 100 FRF chacune.

La société A5 DEVELOPPEMENT a racheté les parts de la société A5 INDUSTRIE.

- L'Assemblée Générale Extraordinaire de décembre 1995 :
 - a agréé le rachat par la Holding FC de 156 parts appartenant à Messieurs Alain WALLE, Henri HARRY et Jean BODELLE, soit 52 parts chacun.

- L'Assemblée Générale Extraordinaire d'avril 1996 :
a agréé le rachat par la Holding FC de 84 parts appartenant à Messieurs Alain WALLE, Henri HARRY et Jean BODELLE,
soit 28 parts chacun ainsi que
le rachat des 100 parts de la société A5 Développement.
- Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 septembre 2000,
la société A5 INDUSTRIE a absorbé la société HOLDING FC
- Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 mars 2001,
il a été procédé à une augmentation de capital pour un montant de 200 000 FRF
par incorporation de réserves.
- Lors de la même Assemblée Générale Extraordinaire du 29 mars 2001,
le capital a été converti en Euros et il a été procédé à une augmentation de capital
pour un montant de 12 382,8 FRF par incorporation de réserves.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de QUARANTE MILLE (40 000) Euros.

Il est divisé en CINQ CENTS (500) actions de 80 Euros chacune de valeur nominale, de même catégorie et entièrement libérées.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sur rapport du président de la société.

Le ou les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions en numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

L'assemblée générale peut déléguer au président de la société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

ARTICLE 9 - REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire qui peut déléguer au président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la société en société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes "nominatifs purs" ou des comptes "nominatifs administrés" au choix du titulaire de titres.

ARTICLE 11 - CESSIION OU TRANSMISSION DES ACTIONS

1. Les actions sont librement négociables.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instructions signées du cédant ou de son représentant qualifié.

2. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Elles peuvent toutefois faire l'objet d'un démembrement en usufruit et nue-propriété.

3. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions anciennes pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange ou d'attribution de titres donnant droit à un titre nouveau contre remise de plusieurs actions anciennes, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donneront aucun droit à leur propriétaire contre la société, les actionnaires ayant à faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

ARTICLE 12 – PROCEDURE D'AGREMENT

1. Les cessions d'actions consenties par un actionnaire unique sont libres.

2. Si la société vient à comporter deux ou plusieurs actionnaires, les dispositions ci-après relatives à l'agrément des cessions d'actions s'appliqueront de plein droit :

- a) En cas de pluralité d'actionnaires, les actions de la société ne peuvent être cédées, y compris entre actionnaires, qu'après agrément préalable donné par le président de la société.
- b) La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro du Registre du Commerce et des Sociétés, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.
- c) La décision du président sur l'agrément doit intervenir dans un délai de trois mois à compter de la notification de la demande visée au point b) ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

- d) Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les 20 jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de trois mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

- 1 - Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit de vote et à la représentation dans les assemblées générales, dans les conditions fixées par les statuts.

Chaque action ouvre droit à répartition des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation, pour une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Tout actionnaire a le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

- 2 - Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des actionnaires et aux présents statuts. La possession d'une action donne droit aux dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la société.

- 3 - Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de tout autre opération, les actionnaires possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

TITRE III

DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 14 - PRESIDENCE

La société est administrée et dirigée par un président personne physique ou morale.

Le président est nommé par décision des actionnaires statuant aux conditions des assemblées générales ordinaires.

Il est révocable pour justes motifs par décision des actionnaires statuant aux conditions des assemblées générales extraordinaires.

Le président peut ne pas être actionnaire.

ARTICLE 15 - POUVOIRS DU PRESIDENT

Le président dispose de tous pouvoirs à l'effet d'assurer, sous sa responsabilité, la direction de la société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Dans ses rapports avec les tiers, le président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'il ne soit prouvé que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 16 - REMUNERATION DE LA DIRECTION

La rémunération du président est définie par le ou les actionnaires statuant aux conditions des assemblées générales ordinaires.

ARTICLE 17 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LA DIRECTION

Les conventions qui peuvent être passées entre la société et son président sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par l'article L 227-10 du Code de Commerce.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues par l'article L 225-43 du Code de Commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article au président.

ARTICLE 18 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la collectivité des actionnaires.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 19 - FORME DES DECISIONS

Les décisions de l'actionnaire, s'il n'en existe qu'un, ou des actionnaires sont, au choix du président, prises en assemblée générale ou résultent du consentement des actionnaires exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite.

Les assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les assemblées générales extraordinaires sont celles appelées à décider ou à autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents.

ARTICLE 20 - CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées par le président.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs. Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite 15 jours avant la date de l'assemblée par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire.

Lorsqu'une assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

ARTICLE 21 - ORDRE DU JOUR

- 1- L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.
- 2- Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.
- 3 - L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation.

ARTICLE 22 - ADMISSION AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

- 1 - Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.
- 2 - Un actionnaire ne peut se faire représenter que par un autre actionnaire justifiant d'un mandat.
- 3 - Le représentant de la personne morale actionnaire devra justifier de ses pouvoirs à l'occasion de l'assemblée générale.

ARTICLE 23 - TENUE DE L'ASSEMBLEE - BUREAU - PROCES-VERBAUX

- 1 - Une feuille de présence est émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.
- 2 - Les assemblées sont présidées par le président ou, en son absence, par toute personne spécialement déléguée à cet effet par le président.

A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

- 3 - Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire et établis sur un registre spécial conformément à la loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par l'un des deux.

ARTICLE 24 - QUORUM - VOTE

- 1 - Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.
- 2 - Chaque action donne droit à une voix.
- 3 - Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée.

ARTICLE 25 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire est appelée à prendre toutes décisions qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

Toutefois les décisions ayant trait aux affectations de résultats en général, et aux distributions de bénéfices ou de réserves en particulier, sont adoptées à la majorité simple des actionnaires.

ARTICLE 26 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

- 1 - L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

2 - L'assemblée générale extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, deux tiers et, sur deuxième convocation, la moitié des actions. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'assemblée générale extraordinaire statue à la majorité des trois quarts des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

ARTICLE 27 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir, avant toute consultation, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX -

AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 28 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 01 janvier et finit le 31 décembre.

ARTICLE 29 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1er du Code de Commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

ARTICLE 30 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures, de la dotation à la réserve légale et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'assemblée générale détermine, dans le respect des dispositions de l'article 13-1 alinéa 2 des statuts, la part attribuée aux actionnaires sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont normalement prélevés sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites au poste report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 31 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La société ne peut exiger des actionnaires aucune restitution de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en restitution est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI

CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL

TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 32 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 33 - TRANSFORMATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires les bilans de ses deux premiers exercices.

Cette décision de transformation devra faire l'objet d'une décision unanime des actionnaires.

La décision de transformation est prise sur le rapport des commissaires aux comptes de la société, laquelle doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les actionnaires ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les actionnaires devenant actionnaires commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

ARTICLE 34 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité pour les assemblées générales ordinaires.

Le liquidateur représente la société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

TITRE VII

CONTESTATIONS

ARTICLE 35 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, soit entre la société et les actionnaires eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

« A5 SERVICES »

**Société à responsabilité limitée
au capital de 50 000 FRF**

**Siège social : MORTAGNE SUR SEVRE (85290)
ZI du Puy Nardon**

RCS LA ROCHE SUR YON 339 566 010

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 11 AVRIL 2001**

PROCES - VERBAL

L'an deux mille un, le 11 avril, à 9 heures, les associés de la société A5 SERVICES, société à responsabilité limitée au capital de 50 000 FRF, divisé en 500 parts sociales de 100 F chacune, se sont réunis à PARIS (75116) - 96, avenue d'Iéna en Assemblée Générale Extraordinaire sur convocation de la gérance.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Gilles CHENEAU, en sa qualité de gérant, lequel :

- rappelle qu'il détient personnellement 60 parts en usufruit
- et constate que sont présents ou représentés en vertu de pouvoirs :

- la société A5 INDUSTRIE, représentée par Monsieur Gilbert FROUIN, propriétaire de 340 parts sociales

- Matthieu CHENEAU, propriétaire de 10 parts en pleine propriété et détenant 30 parts en nue-propriété,

- Lucie CHENEAU, propriétaire de 10 parts en pleine propriété et détenant 30 parts en nue-propriété,

- Gilbert FROUIN détenant 60 parts en usufruit

- Nelly FROUIN, propriétaire de 10 parts en pleine propriété et détenant 30 parts en nue-propriété,

- Magali FROUIN, propriétaire de 10 parts en pleine propriété et détenant 30 parts en nue-propriété,

représentant au total 500 parts sur les 500 parts composant le capital.

Le Président constate que l'Assemblée étant composée d'associés propriétaires de toutes les parts constituant le capital social, elle peut valablement délibérer dans les conditions requises.

En conséquence, le Président déclare que l'Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Monsieur Gilles CHENEAU rappelle l'ordre du jour de l'Assemblée :

- Rapport de la gérance ;
- Rapport du Commissaire à la Transformation ;

- Décision et réalisation d'une augmentation du capital d'une somme de 200 000 FRF par incorporation de réserves ; modification corrélative de la valeur nominale des actions ;

- Approbation de l'évaluation des biens composant l'actif social et des éventuels avantages particuliers existant au profit d'associés ou de tiers ;

- Nomination de Gilles CHENEAU en qualité de Président ;

- Conversion du capital en euros ; augmentation du capital d'un montant de 12 382,8 FRF pour le porter à un montant global de 40 000 € par incorporation de réserves ;

Modification corrélative de la valeur nominale des actions ;

- Adoption de nouveaux statuts ;

- Pouvoirs en vue des formalités.

Il met à la disposition de l'Assemblée et dépose sur le bureau :

- 1°) un double des lettres de convocation envoyées aux associés ;
- 2°) le texte des résolutions ;
- 3°) le rapport de la gérance.
- 4°) le rapport du Commissaire à la Transformation

Monsieur le Président déclare que le projet des résolutions ainsi que les autres documents énumérés par la loi et les règlements ont été communiqués aux associés dans les conditions requises.

L'assemblée donne acte à Monsieur le Président de cette déclaration.

Lecture est donnée du rapport de la gérance.

La discussion est ensuite ouverte et, personne ne demandant la parole, les résolutions suivantes sont mises aux voix.

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir entendu lecture du rapport du gérant, décide d'augmenter le capital d'une somme de 200 000 Francs pour le porter de 50 000 Francs à 250 000 Francs, d'une somme équivalente prélevée sur le poste « Autres Réserves », et par l'élévation de la valeur nominale des parts sociales, laquelle passerait ainsi de 100 FRF à 500 FRF par part.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir entendu lecture du rapport du Cabinet CONSTANTIN ASSOCIES, Commissaire à la Transformation désigné aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 mars 2001, en ce qui concerne l'évaluation des biens composant l'actif social et les avantages particuliers consentis au profit d'associés ou de tiers, conformément aux dispositions de l'article L 224-3 du Code de Commerce,

approuve expressément cette évaluation et constate qu'aucun avantage particulier n'a été consenti au profit d'associés ou de tiers.

L'Assemblée Générale Extraordinaire prend acte de ce qu'il est attesté, aux termes de ce rapport, que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, sur proposition du gérant,

constatant que toutes les conditions légales se trouvent remplies, savoir notamment que le capital social est de 250 000 FRF,

décide de transformer la société en société par actions simplifiée à compter de ce jour.

Cette transformation, régulièrement effectuée, n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale désigne en qualité de premier Président de la société sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, pour une durée indéterminée :

- Monsieur Gilles CHENEAU, demeurant à YZERNAVY (Maine et Loire) – Les Aveneaux, assisté d'un Directeur Général, en la personne de Monsieur Gilbert FROUIN.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Gilles CHENEAU a fait savoir par avance qu'il acceptait les fonctions de Président de la société et qu'il satisfaisait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice desdites fonctions.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide que la durée de l'exercice social en cours, qui sera clos le 31 décembre 2001, n'a pas à être modifiée du fait de l'adoption de la forme de société par actions simplifiée.

Les comptes de cet exercice seront établis, présentés et contrôlés conformément aux modalités prévues par les nouveaux statuts et les dispositions du Code de Commerce.

Le Gérant de la société sous sa forme à responsabilité limitée présentera à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui statuera sur ces comptes, un rapport rendant compte de sa gestion lors de l'exécution de son mandat pendant la période comprise entre le premier jour dudit exercice et celui de sa transformation.

Ce rapport sera soumis au droit de communication des actionnaires conformément aux nouveaux statuts et aux dispositions légales et réglementaires.

L'Assemblée Générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice en cours sera convoquée et délibérera conformément aux dispositions du Code de Commerce et aux règles fixées par les statuts.

Cette Assemblée devra statuer également sur le quitus à accorder au Gérant de la société sous son ancienne forme.

Le bénéfice dudit exercice sera affecté et réparti suivant les dispositions des statuts de la société sous sa nouvelle forme.

Les fonctions de la Gérance, assumées par Monsieur Gilles CHENEAU, prennent fin à compter de ce jour sous réserve des décisions prises ci-dessus relatives à son rapport de gestion.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Gilles CHENEAU, Gérant de la société, présent, déclare accepter expressément la transformation de la société en société par actions simplifiée avec toutes ses conséquences.

SIXIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent et de l'acceptation de ses fonctions par le Président, l'Assemblée Générale confirme les commissaires aux comptes dans leur fonction et constate que la transformation de la société en société par actions simplifiée est définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Gérant,

- décide de convertir le capital social de 250 000 Francs en Euros et prend acte de ce que par application du taux de conversion officiel, savoir 6,55957 Francs pour 1 Euro, le montant du capital théorique s'établirait, en Euros et après arrondi à :

CAPITAL / 6,55957 = 38 112,2543 Euros, ce qui correspondrait à une valeur de 76,2245 Euros pour chacune des 500 actions composant le capital.

- et décide compte tenu de ce qui précède, d'arrondir le montant du capital de 38 112,2543 Euros à 40 000 Euros, correspondant à la somme de 262 382,8 Francs, au moyen d'une augmentation de capital portant sur le différentiel, soit la somme de 12 382,8 Francs, par incorporation de réserves et élévation du nominal de chaque action de 500 Francs (soit 76,22 Euros) à 524,7656 Francs (soit 80 Euros).

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

En conséquence de la décision de transformation de la société en société par actions simplifiée et de la conversion du capital social en Euros, l'Assemblée Générale Extraordinaire adopte article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts de la société sous sa nouvelle forme dont un exemplaire est annexé au présent procès-verbal.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

*

* *

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, il a été établi le présent procès-verbal signé par chacun des associés et le Gérant.

Le Gérant
Gilles CHENEAU

Pour la société AS INDUSTRIES
Gilbert FROUIN

Matthieu CHENEAU

Lucie CHENEAU

Gilbert FROUIN

Nelly FROUIN

Magali FROUIN

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE

DES HERBIERS LE 11 AVR. 2004

F° 39 DDD 127 CASE 6

REQU -DI DE TIMBRE
-DIS D'ENREGI

LE RECEVEUR PRINCIPAL

M. YOU

Je soussigné,
Mademoiselle Lucie Mathilde **CHENEAU**, Commis de bar, célibataire majeur
demeurant au lieu dit les Aveneaux 49360 YZERNAY.
N'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité.
Né à CHOLET (49300), le 20 avril 1981.
De nationalité Française.

Associée de la Société à Responsabilité Limitée. **A5 Services**, au capital de
50 000 Francs, ayant son siège social à ZI du Puy Nardon 85290 MORTAGNE SUR
SEVRE

Donne par les présentes tous pouvoirs à ;
Monsieur Gilles Lucien Auguste **CHENEAU**, gérant de sociétés, et Madame
Nicole Charlotte Henriette **JOYEROT**, son épouse, demeurant ensemble à YZERNAY
(49360), "Les Aveneaux".
Avec faculté d'agir ensemble ou séparément,

A l'effet de me représenter Assemblée Générale Extraordinaire de ladite société qui
doit se tenir le 26 mars 2001, à 9 heures ;

Pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de la gérance ;
- Nomination d'un Commissaire aux comptes, titulaire et suppléant
- Nomination d'un Commissaire à la Transformation ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

En conséquence, participer en mon nom à toutes discussions et délibérations,
prendre connaissance de toutes pièces, émettre en mes lieu et place tous votes en ce qui
concerne l'ordre du jour proposé, signer tous documents, registres et procès-verbaux,
Et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire.

Fait à Cholet, le 12 mars 2001

Faire précéder
la signature de la mention
"bon pour pouvoir".

"Bon pour pouvoir"



Je soussigné,
Mademoiselle Lucie Mathilde **CHENEAU**, Commis de bar, célibataire majeur
demeurant au lieu dit les Aveneaux 49360 YZERNAY.
N'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité.
Né à CHOLET (49300), le 20 avril 1981.
De nationalité Française.

Associée de la Société à Responsabilité Limitée. **A5 Services**, au capital de
50 000 Francs, ayant son siège social à ZI du Puy Nardon 85290 MORTAGNE SUR
SEVRE

Donne par les présentes tous pouvoirs à :
Monsieur Gilles Lucien Auguste **CHENEAU**, gérant de sociétés, et Madame
Nicole Charlotte Henriette **JOYEROT**, son épouse, demeurant ensemble à YZERNAY
(49360), "Les Aveneaux".
Avec faculté d'agir ensemble ou séparément,

A l'effet de me représenter Assemblée Générale Extraordinaire de ladite société qui
doit se tenir le 26 mars 2001, à 9 heures ;

Pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de la gérance ;
- Nomination d'un Commissaire aux comptes, titulaire et suppléant
- Nomination d'un Commissaire à la Transformation ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

En conséquence, participer en mon nom à toutes discussions et délibérations,
prendre connaissance de toutes pièces, émettre en mes lieu et place tous votes en ce qui
concerne l'ordre du jour proposé, signer tous documents, registres et procès-verbaux,
Et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire.

Fait à Cholet, le 12 mars 2001

Faire précéder
la signature de la mention
"bon pour pouvoir".

" bon pour pouvoir "



Je soussigné,
Monsieur Mathieu Gilles **CHENEAU**, monteur, célibataire majeur demeurant à
KENT ME15-7 DH (Grande Bretagne), 99, Loose road MAIDSTONE.
N'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité.
Né à CHOLET (49300), le 31 mars 1977.
De nationalité Française.

Associée de la Société à Responsabilité Limitée. **A5 Services**, au capital de
50 000 Francs, ayant son siège social à ZI du Puy Nardon 85290 MORTAGNE SUR
SEVRE

Donne par les présentes tous pouvoirs à :
Monsieur Gilles Lucien Auguste **CHENEAU**, gérant de sociétés, et Madame
Nicole Charlotte Henriette **JOYEROT**, son épouse, demeurant ensemble à YZERNAY
(49360), "Les Avenaux".
Avec faculté d'agir ensemble ou séparément,

A l'effet de me représenter Assemblée Générale Extraordinaire de ladite société qui
doit se tenir le 26 mars 2001, à 9 heures ;

Pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de la gérance ;
- Nomination d'un Commissaire aux comptes, titulaire et suppléant
- Nomination d'un Commissaire à la Transformation ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

En conséquence, participer en mon nom à toutes discussions et délibérations,
prendre connaissance de toutes pièces, émettre en mes lieu et place tous votes en ce qui
concerne l'ordre du jour proposé, signer tous documents, registres et procès-verbaux,
Et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire.

Fait à Cholet, le 12 mars 2001

Faire précéder
la signature de la mention
"bon pour pouvoir".

bon pour pouvoir

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' or 'G' shape followed by a long horizontal stroke.

Je soussigné,
Monsieur Mathieu Gilles **CHENEAU**, monteur, célibataire majeur demeurant à
KENT ME15-7 DH (Grande Bretagne), 99, Loose road MAIDSTONE.
N'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité.
Né à CHOLET (49300), le 31 mars 1977.
De nationalité Française.

Associée de la Société à Responsabilité Limitée. **A5 Services**, au capital de
50 000 Francs, ayant son siège social à ZI du Puy Nardon 85290 MORTAGNE SUR
SEVRE

Donne par les présentes tous pouvoirs à :
Monsieur Gilles Lucien Auguste **CHENEAU**, gérant de sociétés, et Madame
Nicole Charlotte Henriette **JOYEROT**, son épouse, demeurant ensemble à YZERNAY
(49360), "Les Avenaux".
Avec faculté d'agir ensemble ou séparément,

A l'effet de me représenter Assemblée Générale Extraordinaire de ladite société qui
doit se tenir le 26 mars 2001, à 9 heures ;

Pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

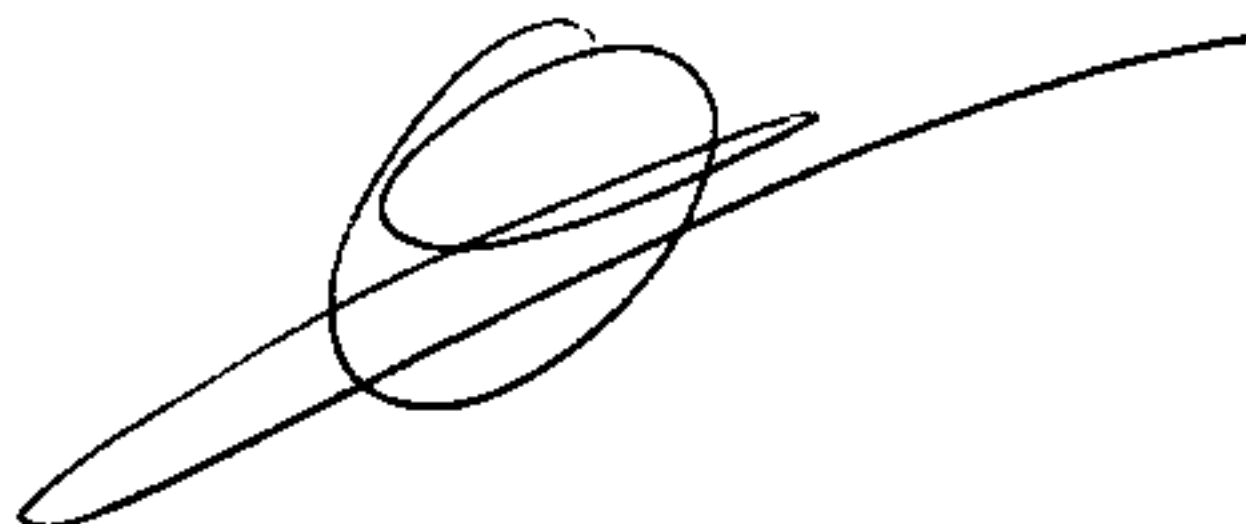
- Rapport de la gérance ;
- Nomination d'un Commissaire aux comptes, titulaire et suppléant
- Nomination d'un Commissaire à la Transformation ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

En conséquence, participer en mon nom à toutes discussions et délibérations,
prendre connaissance de toutes pièces, émettre en mes lieu et place tous votes en ce qui
concerne l'ordre du jour proposé, signer tous documents, registres et procès-verbaux,
Et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire.

Fait à Cholet, le 12 mars 2001

Faire précéder
la signature de la mention
"bon pour pouvoir".

bon pour pouvoir

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' or 'G' shape with a long horizontal stroke extending to the right.

Je soussigné :

Mademoiselle Nelly Marie Monique **FROUIN**, professeur de mathématiques, célibataire majeure demeurant à ANGERS (49000), 37 rue Eblée.

N'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité.

Née à ISSY LES MOULINEAUX (92130), le 13 septembre 1972.

De nationalité Française.

Associée de la Société à Responsabilité Limitée. **A5 Services**, au capital de 50 000 Francs, ayant son siège social à ZI du Puy Nardon 85290 MORTAGNE SUR SEVRE

Donne par les présentes tous pouvoirs à :

Monsieur Gilbert Louis Fernand **FROUIN**, et Madame Bernadette Marie Monique **MURZEAU** son épouse, demeurant ensemble à CHOLET (49300), 13 rue de Milan.

Avec faculté d'agir ensemble ou séparément,

A l'effet de me représenter Assemblée Générale Extraordinaire de ladite société qui doit se tenir le 26 mars 2001, à 9 heures ;

Pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de la gérance ;
- Nomination d'un Commissaire aux comptes, titulaire et suppléant
- Nomination d'un Commissaire à la Transformation ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

En conséquence, participer en mon nom à toutes discussions et délibérations, prendre connaissance de toutes pièces, émettre en mes lieu et place tous votes en ce qui concerne l'ordre du jour proposé, signer tous documents, registres et procès-verbaux,

Et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire.

Fait à Cholet, le 12 mars 2001

*Faire précéder
la signature de la mention
"bon pour pouvoir".*

Bon pour pouvoir



Je soussigné :

Mademoiselle Nelly Marie Monique **FROUIN**, professeur de mathématiques, célibataire majeure demeurant à ANGERS (49000), 37 rue Eblée.

N'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité.

Née à ISSY LES MOULINEAUX (92130), le 13 septembre 1972.

De nationalité Française.

Associée de la Société à Responsabilité Limitée. **A5 Services**, au capital de 50 000 Francs, ayant son siège social à ZI du Puy Nardon 85290 MORTAGNE SUR SEVRE

Donne par les présentes tous pouvoirs à :

Monsieur Gilbert Louis Fernand **FROUIN**, et Madame Bernadette Marie Monique **MURZEAU** son épouse, demeurant ensemble à CHOLET (49300), 13 rue de Milan.

Avec faculté d'agir ensemble ou séparément,

A l'effet de me représenter Assemblée Générale Extraordinaire de ladite société qui doit se tenir le 26 mars 2001, à 9 heures ;

Pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

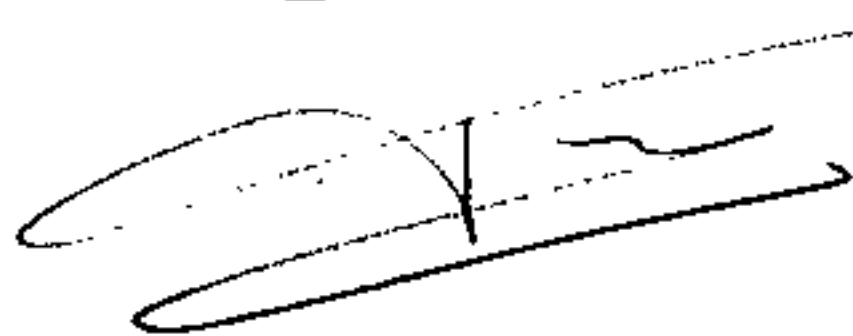
- Rapport de la gérance ;
- Nomination d'un Commissaire aux comptes, titulaire et suppléant
- Nomination d'un Commissaire à la Transformation ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

En conséquence, participer en mon nom à toutes discussions et délibérations, prendre connaissance de toutes pièces, émettre en mes lieu et place tous votes en ce qui concerne l'ordre du jour proposé, signer tous documents, registres et procès-verbaux, Et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire.

Fait à Cholet, le 12 mars 2001

*Faire précéder
la signature de la mention
"bon pour pouvoir".*

Bon pour pouvoir



Je soussigné :

Mademoiselle Magali Marie Martine **FROUIN**, pédicure podologue, célibataire majeure demeurant à Cholet (49300), 9, rue Lamarque appt 952.

N'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité.

Née à PARTHENAY (79200), le 2 juin 1975.

De nationalité Française.

Associée de la Société à Responsabilité Limitée. **A5 Services**, au capital de 50 000 Francs, ayant son siège social à ZI du Puy Nardon 85290 MORTAGNE SUR SEVRE

Donne par les présentes tous pouvoirs à :

Monsieur Gilbert Louis Fernand **FROUIN**, et Madame Bernadette Marie Monique **MURZEAU** son épouse, demeurant ensemble à CHOLET (49300), 13 rue de Milan.

Avec faculté d'agir ensemble ou séparément,

A l'effet de me représenter Assemblée Générale Extraordinaire de ladite société qui doit se tenir le 26 mars 2001, à 9 heures ;

Pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de la gérance ;
- Nomination d'un Commissaire aux comptes, titulaire et suppléant
- Nomination d'un Commissaire à la Transformation ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

En conséquence, participer en mon nom à toutes discussions et délibérations, prendre connaissance de toutes pièces, émettre en mes lieu et place tous votes en ce qui concerne l'ordre du jour proposé, signer tous documents, registres et procès-verbaux, Et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire.

Fait à Cholet, le 12 mars 2001

*Faire précéder
la signature de la mention
"bon pour pouvoir".*

Bon pour pouvoir



Je soussigné :

Mademoiselle Magali Marie Martine **FROUIN**, pédicure podologue, célibataire majeure demeurant à Cholet (49300), 9, rue Lamarque appt 952.

N'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité.

Née à PARTHENAY (79200), le 2 juin 1975.

De nationalité Française.

Associée de la Société à Responsabilité Limitée. **A5 Services**, au capital de 50 000 Francs, ayant son siège social à ZI du Puy Nardon 85290 MORTAGNE SUR SEVRE

Donne par les présentes tous pouvoirs à :

Monsieur Gilbert Louis Fernand **FROUIN**, et Madame Bernadette Marie Monique **MURZEAU** son épouse, demeurant ensemble à CHOLET (49300), 13 rue de Milan.

Avec faculté d'agir ensemble ou séparément,

A l'effet de me représenter Assemblée Générale Extraordinaire de ladite société qui doit se tenir le 26 mars 2001, à 9 heures ;

Pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

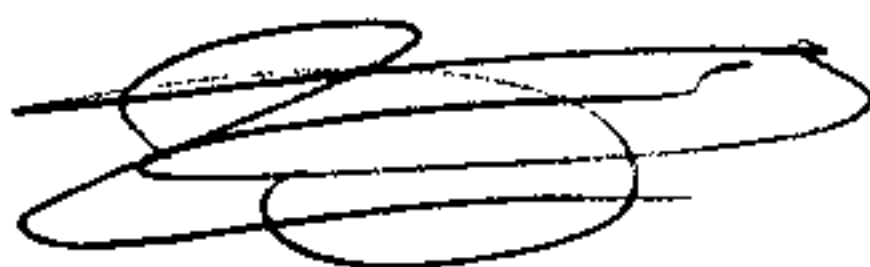
- Rapport de la gérance ;
- Nomination d'un Commissaire aux comptes, titulaire et suppléant
- Nomination d'un Commissaire à la Transformation ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

En conséquence, participer en mon nom à toutes discussions et délibérations, prendre connaissance de toutes pièces, émettre en mes lieu et place tous votes en ce qui concerne l'ordre du jour proposé, signer tous documents, registres et procès-verbaux, Et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire.

Fait à Cholet, le 12 mars 2001

*Faire précéder
la signature de la mention
"bon pour pouvoir".*

Bon pour pouvoir



Constantin Associés

SOCIÉTÉ ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
INSCRITE AU TABLEAU DU CONSEIL RÉGIONAL DE L'ORDRE DE PARIS-ILE-DE-FRANCE
MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DE PARIS

A5 SERVICES SARL

Zone Industrielle du Puy Nardon

85 290 – MORTAGNE SUR SEVRE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION
DE A5 SERVICES SARL**

EN SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

En application des articles L.224-3 du Code de Commerce

(Assemblée générale du 13 avril 2001)

RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION

DE A5 SERVICES SARL

EN SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

En application des articles L.224-3 du Code de Commerce

A5 SERVICES SARL

Zone Industrielle du Puy Nardon

85 290 MORTAGNE SUR SEVRE

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission de commissaire à la transformation qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire du 23 mars 2001 et en application de l'article 224-3 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur la transformation de votre société en société par actions simplifiée.

Nous précisons que cette transformation est subordonnée à une augmentation de capital de afin de porter le capital de A5 SERVICES au minimum légal dans le cas d'une telle transformation, à savoir 250.000 francs. Cette augmentation vous sera soumise en première résolution lors de l'Assemblée Générale du 13 avril 2001.

Nos contrôles, afin d'analyser la situation de la société et d'apprécier la valeur des biens qui composent l'actif social, ont porté sur une situation comptable au 31 décembre 2000, jointe au présent rapport. Nous avons effectué nos diligences dans le cadre d'un examen limité, complété de contrôles particuliers, conformément aux normes de la profession.

- a) Nous n'avons pas d'observation sur la valeur des biens composant l'actif social.
- Le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social après augmentation de capital,
 - Aucun avantage particulier n'a été stipulé.

b) La situation de la société se caractérise par les éléments suivants :

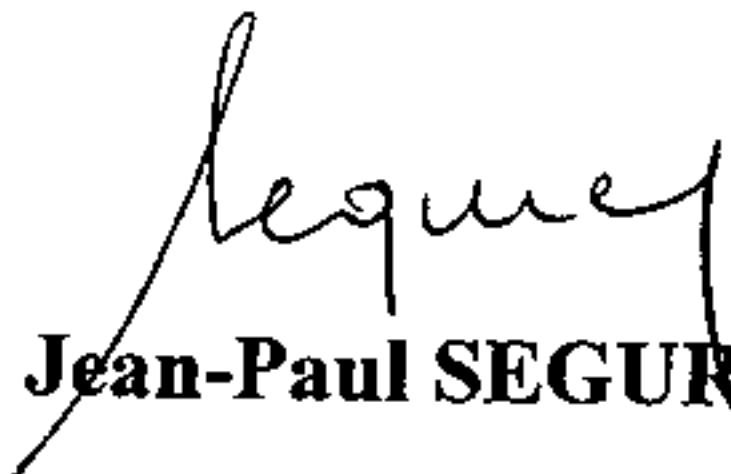
- Le capital social s'élève à 50.000 francs au 31 décembre 2000,
- L'augmentation de capital prévue par l'Assemblée Générale du 13 avril 2001 portera le capital social à 40.000 Euros,
- La société A5 SERVICES a réalisé un chiffre d'affaires de 9.088 KF pour la période du 1^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2000,
- Après prise en compte des charges, le bénéfice d'exploitation ressort à 1.637 KF,
- La situation nette au 31 décembre 2000 s'élève à 1.700 KF après prise en compte du résultat net de la période de 1.050 KF.

Dans le cadre de la transformation envisagée, la situation de votre société telle qu'elle est analysée ci-dessus n'appelle pas d'observation de notre part, en particulier au regard de la continuité de l'exploitation, sous réserve de la réalisation de l'augmentation de capital qui portera ce dernier au minimum légal soit 250.000 francs.

Paris, le 26 mars 2001

Le Commissaire à la transformation

CONSTANTIN ASSOCIES


Jean-Paul SEGURET

Bilan au 31/12/2000

En KF	31/12/00			31/12/99
	Brut	Amort.	Net	Net
Immobilisations incorporelles	8	4	4	
Immobilisations incorporelles	8	4	4	
Terrains et constructions				
Installations techniques	24	24	0	
Installations générales	231	137	94	154
Immobilisations corporelles	255	161	94	154
Immobilisations financières	106	0	106	104
ACTIF IMMOBILISE	369	165	204	258
Stocks	46		46	16
Clients et comptes rattachés	2 086	5	2 081	1 951
Autres créances	139		139	324
Disponibilités	1 222		1 222	636
ACTIF CIRCULANT	3 493	5	3 488	2 927
Charges constatés d'avance	30		30	24
TOTAL ACTIF	3 892	170	3 722	3 209

Bilan au 31/12/2000

En KF	31/12/00	31/12/99
Capital social	50	50
Réserve légale	5	5
Autres réserves	595	
Résultat de l'exercice	1 050	1 220
CAPITAUX PROPRES	1 700	1 275
Provisions pour risques		
Dettes financières		
Dettes fournisseurs et divers	744	782
Dettes fiscales et sociales	821	1 053
Autres dettes	457	70
DETTES D'EXPLOITATION	2 022	1 905
Produits constatés d'avance		29
TOTAL PASSIF	3 722	3 209

En KF	31/12/00	31/12/99
Production vendue	2 336	2 545
Prestation de services	6 752	5 586
Production de l'exercice	9 088	8 131
Consommation de marchandises	635	721
Consommation de matières	3	6
Marge brute	8 450	7 404
Autres achats	579	327
Charges externes :	2 591	2 216
Valeur ajoutée	5 280	4 861
Impôts et taxes	109	122
Charges de personnel	3 486	2 794
Excédent brut d'exploitation	1 685	1 945
Dotations & reprises aux amortissements	61	55
Dotations & reprises aux provisions		5
Autres prod. et charges	-13	-13
Résultat financier	20	25
Résultat exceptionnel	6	0
Impôts sur les bénéfices	613	702
Résultat net	1 050	1 221